



La dimension énergétique de la guerre d'Ukraine

Yann Breault

On ne compte plus le nombre d'articles qui ont déjà abordé les facteurs militaires et identitaires ayant précipité le déclenchement de la guerre d'Ukraine en 2014. Les débats sont d'ailleurs souvent vifs entre ceux qui soutiennent la thèse d'une réaction compréhensible face à l'élargissement de l'OTAN¹ et ceux qui n'y voient que le sous-produit d'un nouvel impérialisme civilisationnel, agressif et menaçant². Curieusement, dans ce débat qui porte en définitive sur le degré de culpabilité de Moscou, la dimension économique de la guerre est souvent négligée³. Elle est bien sûr largement dominée par le commerce énergétique, mais quel est le rôle que joue cette variable dans l'équation ?

L'objectif de ce texte est d'éclairer cette dimension de la guerre. Dans un premier temps, il explore l'origine d'un conflit normatif qui, depuis deux décennies, oppose Moscou aux chancelleries occidentales en matière de gouvernance économique et de commerce énergétique. Dans un deuxième temps, il examine la nature et l'impact du train de sanctions économiques adopté par Washington et ses principaux alliés contre le secteur des hydrocarbures. Enfin, le texte interroge le succès des efforts de réorientation géoéconomique, ainsi que les risques de nouvelles conflictualités qui y sont associés.

Parce que la variable énergétique est rattachée aux chaînes de valeur mondiales, elle participe à l'internationalisation d'un bras de fer qui place dos à dos les États qui appliquent des sanctions punitives contre Moscou et ceux qui lui permettent de les contourner.

1. L'énergie : aux sources d'un conflit normatif

Depuis les premiers oléoducs et gazoducs connectant l'URSS à l'Allemagne dans les années 1970, des contrats à long terme offrant une tarification avantageuse par rapport aux cours internationaux assurent la compétitivité d'une industrie lourde par nature énergivore. Beaucoup estiment alors que le développement et le renforcement progressifs de cette interdépendance économique constituent un facteur de stabilité et paix. Cependant, ailleurs en Europe, mais surtout aux États-Unis la vision d'une joute à somme nulle entre l'Est et l'Ouest domine : ce qui profite à la Russie est perçu comme une perte par ses adversaires. Ces inquiétudes occidentales face à la stratégie de rapprochement avec Moscou se sont progressivement estompées avec la fin de la Guerre froide et encore davantage au long des années 1990. Elles ont néanmoins refait surface dès la première moitié des années 2000. L'arrestation par le Kremlin en 2003 de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski pour fraude fiscale et la confiscation subséquente en 2005 des actifs de la plus grande compagnie pétrolière russe, loukos, marquent un tournant⁴. La Russie s'éloigne du libéralisme. Le Kremlin instrumentalise l'appareil judiciaire pour servir la reconstruction d'un pouvoir vertical s'exerçant avec plus de fermeté, ce qui passe alors par la reprise en main d'un secteur énergétique considéré comme « stratégique »⁵. Toujours en 2005, le géant gazier Gazprom repasse à son tour sous contrôle étatique ce qui confère aux activités commerciales de l'entreprise une dimension politique de plus en plus manifeste⁶.

En janvier 2006, une première « guerre du gaz » est menée contre le gouvernement ukrainien. Porté au pouvoir à Kiev par la Révolution orange, le Premier ministre Viktor Iouchtchenko promet de rejoindre non seulement l'UE, mais aussi l'OTAN. Dans ce contexte, il est hors de question pour Moscou de continuer à approvisionner au rabais en énergie un voisin désireux d'intégrer des espaces économiques et militaires rivaux. Alors que les négociations pour le renouvellement des contrats de vente et de transit piétinent, une interruption des livraisons de gaz russe destinées à l'Ukraine se traduit, pour la première fois, par une baisse de pression dans les tuyaux destinés à l'Europe centrale. C'est à la suite de cette crise que sont formulées par Washington des mises en garde concernant l'utilisation par Moscou de cet « outil d'intimidation et de chantage »⁷.

La stratégie du Kremlin consistant à établir des prix différenciés selon la qualité des relations entretenues avec ses clients incite l'Union européenne (UE) à accélérer la construction d'un marché unifié et libéralisé de l'énergie. Avec l'adoption à Bruxelles du « troisième paquet énergie » en 2009, de nouvelles contraintes affectent le secteur, notamment l'obligation pour les transporteurs d'ouvrir leur réseau à la concurrence selon des règles transparentes⁸. L'UE réussit ainsi à faire échouer le projet d'une nouvelle connexion gazière entre la Russie et la Bulgarie, le South Stream, qui doit

finalement être détourné vers la Turquie⁹. Parallèlement, l'enquête ouverte par la Direction générale de la Concurrence contre Gazprom en 2012 débouche en 2015 sur des accusations d'entrave à la libre circulation du gaz naturel entre les pays membres de l'UE, d'obstruction à la diversification de l'approvisionnement gazier et de politique tarifaire qualifiés d'injustes¹⁰. Pour éviter les poursuites, Gazprom doit accepter d'éliminer les clauses d'interdiction de réexportation à des tiers et accepter de participer au marché des livraisons à court terme (dit marché spot). Moscou s'agace de cette asymétrie qui l'oblige à accepter ces règles décidées ailleurs¹¹. Les conditions d'accès au marché européen accroissent la vulnérabilité des finances russes aux fluctuations des cours. Cela affecte tout autant les revenus des entreprises et que ceux l'État et contribue à l'affirmation au sein des élites russes d'un nationalisme économique revanchard s'éloignant de plus en plus du modèle libéral ; un phénomène qui s'amplifie à chaque fois que de nouvelles sanctions sont adoptées contre le pays.

2. L'énergie : objet central des sanctions économiques

À suite de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, un régime de sanctions économiques se met rapidement en place. Les États-Unis et leurs alliés visent principalement le secteur des hydrocarbures, qui représentent plus de la moitié de la valeur des exportations russes. Le but est explicite : réduire les revenus que le Kremlin tire de ce secteur d'activité. Plus spécifiquement, il s'agit initialement de limiter les investissements étrangers pour l'exploration où l'exploitation de nouveaux gisements. Par la suite, au motif que le Kremlin s'est immiscé dans la campagne présidentielle américaine et pour d'autres comportements jugés inacceptables, en Syrie, notamment, les sanctions sont renforcées. À l'été 2017, le congrès des États-Unis vote de nouvelles mesures contre toutes les entreprises impliquées dans le financement, la construction ou la maintenance de nouvelles routes énergétiques russes¹². La loi force notamment le retrait des entreprises européennes engagées dans le projet de doublement du gazoduc North Stream. Ces contraintes laissent la compagnie russe Gazprom seule pour assumer à grands frais la finalisation des travaux jusqu'au littoral allemand ; cela sans même avoir la garantie que les autorisations nécessaires pour la mise en service du gazoduc seront octroyées par Bruxelles.

Le nouveau train de sanctions adopté dans la foulée du lancement de « l'opération militaire spéciale » en février 2022 est censé avoir un impact encore plus direct sur les revenus du Kremlin. Il s'agit cette fois de mettre un terme aux importations d'hydrocarbure, du moins dans les limites du possible, ce qui nécessite des exemptions particulières et des délais d'ajustement¹³. Une déclaration conjointe des États-Unis et de la Commission européenne évoque une « détermination commune à mettre fin à la dépendance de l'UE à l'égard des combustibles fossiles russes d'ici 2027 »¹⁴. Les effets ne tardent pas à se faire ressentir. En témoignent notamment la mise à l'arrêt de la section polonaise de gazoduc Yamal-Europe et la chute consécutive des importations en provenance de Sibérie occidentale. Pour le pétrole, les baisses sont encore plus soudaines et significatives, pour atteindre 90 % à la fin de 2022¹⁵.

Néanmoins, de manière apparemment paradoxale, ces mesures tardent à affecter la rente énergétique du Kremlin. La hausse des prix de l'énergie sur les marchés mondiaux et la capacité de la Russie à rediriger la production vers d'autres marchés font même en sorte que les revenus de Moscou augmentent considérablement en 2022¹⁶. Cette situation pousse les chancelleries occidentales à adopter une politique de plafonnement des prix pour le pétrole en provenance de Russie en sanctionnant au passage toute entreprise qui transporterait ou assurerait une cargaison facturée à plus de 60 USD le baril. La capacité de mise en œuvre ces nouvelles sanctions reste à démontrer. Néanmoins, elles ont une dimension dissuasive et elles se traduisent pour Moscou par des manques à gagner significatifs, comme le reconnaît publiquement le ministre des Finances Anton Silouanov¹⁷. On note que même les acheteurs qui se désolidarisent des sanctions coordonnées entre Washington et Bruxelles exigent un rabais de leur fournisseur russe¹⁸.

Jusqu'au début de la guerre de 2022, l'Allemagne maintient l'espoir d'obtenir une exception l'autorisant à doubler ses importations de gaz naturel par le gazoduc North Stream. En septembre 2022, cette connexion qui devait permettre d'assurer la sécurité énergétique du poumon économique européen en cas de problème avec l'Ukraine a cependant été la cible d'une opération de sabotage ayant détruit trois des quatre lignes du gazoduc. D'un côté, Kiev accuse Moscou et affirme que cette opération est une façon d'intimider l'Europe et de lui faire payer son soutien à l'Ukraine¹⁹. D'un autre, des soupçons pèsent sur les Ukrainiens, principaux perdants de l'ouverture de cette voie de contournement de leur territoire en 2011²⁰. Les Américains pourraient-ils eux-mêmes être impliqués comme l'affirme haut et fort le président russe ²¹? N'est-il pas vrai qu'ils exportent davantage de leurs hydrocarbures de schiste en Europe ? Ne profitent-ils pas aussi de la délocalisation de certaines industries énergivores européennes ? Dans la guerre des représentations qui se déroule, cette thèse activement relayée par le Kremlin et ses organes médiatiques constitue une stratégie discursive susceptible de fragiliser l'unité du front transatlantique.

3. L'énergie : instrument de réorientation géopolitique

Mesuré à l'aune de l'évolution de la rente énergétique russe, l'effet des sanctions énergétiques n'est pas particulièrement convaincant. En revanche, si l'objectif était de casser la relation d'interdépendance qui s'était développée entre les industries allemandes et le secteur extractif russe, alors il faut leur reconnaître une efficacité remarquable. En effet, le pourcentage d'approvisionnement en gaz russe est tombé pour l'Allemagne de 55 % en 2021 à 20 % en 2022²². En se détournant aussi rapidement de son principal fournisseur, Berlin a dépossédé la Russie de ses leviers d'influence et fait la démonstration que Moscou les avait surestimés. Puisqu'il n'existe pour le moment aucune voie d'exportation alternative vers le marché asiatique pour les champs de Sibérie occidentale, la rupture partielle de la chaîne gazière se traduit par une baisse coûteuse de production²³. Pire encore, cette rupture place la Russie dans une position de vulnérabilité accrue vis-à-vis de son plus grand partenaire économique, la Chine, dont

le marché intérieur offre à moyen terme la seule alternative possible. Moscou souhaite urgemment aller de l'avant avec la deuxième phase du gazoduc « Puissance de Sibérie » pour la rattacher à son réseau occidental, mais le financement et la construction d'un tel ouvrage nécessitent d'abord la conclusion d'un accord à long terme avec Pékin sur le prix et le volume. On peut s'attendre à ce que la Chine cherche à profiter de la situation pour obtenir ce gaz au rabais²⁴.

En ce qui concerne le gaz naturel qui entre en Europe par tuyau — et c'est là l'une des caractéristiques remarquables de la guerre en cours — le réseau ukrainien joue encore un rôle majeur. Il permet en effet encore d'acheminer quotidiennement en Europe quelque 40 millions de mètres cubes. La terminaison du contrat avec le transporteur Naftohaz est prévue pour décembre 2024 et le pouvoir en place à Kiev assure qu'il ne sera pas renouvelé²⁵ même si beaucoup de choses peuvent encore survenir d'ici là. Pour l'instant, la Hongrie, la Slovaquie et l'Autriche semblent moins pressées que les autres États membres de l'UE de suivre la tendance vers la déconnexion. Au printemps 2023, près de la moitié de leurs importations gazières provenaient encore de Russie²⁶. On constate d'ailleurs que leurs populations sont de plus en plus critiques du coûteux soutien de l'UE à la cause ukrainienne²⁷. En cas d'aggravation de la situation économique, la tentation d'acheter en Russie ne va pas disparaître. Certains demandent de bannir les importations de gaz naturel liquéfié, mais pour l'heure, les achats atteignent au contraire des sommets²⁸.

Il est périlleux de spéculer sur la manière dont la situation intérieure va évoluer en Europe et aux États-Unis, mais une chose semble acquise : la Russie dispose d'un réseau de partenaires qui lui permet de sécuriser le revenu nécessaire à la poursuite de son effort de guerre en Ukraine. Occupant déjà une place de choix parmi les marchés d'exportation de la Russie, la Chine a continué d'augmenter ses achats d'hydrocarbures russes. Si elle privilégie encore ses sources d'approvisionnement d'Asie centrale (Turkménistan)²⁹, ses importations en provenance de Russie ont tout de même augmenté de 25 % en 2023³⁰. La grande nouveauté se trouve plutôt du côté de l'Inde, dont les importations pétrolières ont littéralement décuplé depuis l'adoption des sanctions, pour atteindre des seuils d'une ampleur qui dépasse la Chine à la fin de l'année 2022³¹.

Par ailleurs, de nouveaux clients insoupçonnés comme les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite jouent un rôle appréciable comme plateforme de transit de la production russe³². Dans le secteur du gaz naturel, c'est la Turquie qui profite de sa position géographique pour réexporter vers l'Europe centrale et balkanique la production russe qui arrive à plein régime par les gazoducs sous-marins Blue Stream et Turkish Stream³³. Si les États-Unis ne pèsent pas assez lourd pour contraindre un membre de l'Alliance atlantique de se solidariser du régime occidental de sanctions économiques, alors on peut deviner que les BRICS (auxquels se joignent six nouveaux pays)³⁴ se sentent relativement libres d'intensifier leurs relations commerciales avec Moscou.

Conclusion

Au regard de l'évolution du rapport de force sur la ligne de front, les espoirs d'une fin prochaine de la guerre d'Ukraine sont minces. Les combats ne permettront sans doute pas d'expulser les forces russes des territoires annexés ni de faire tomber ce qui reste de l'Ukraine libre dans l'orbite de Moscou. À coup de sanctions et de contre-sanctions économiques, une ligne de fracture normative s'est creusée entre la Russie et l'Occident. Toutefois, les narratifs identitaires antagonistes déployés de chaque côté contrastent avec la fluidité du commerce énergétique à l'échelle mondiale. Cette caractéristique a permis à la Russie de réorienter ses livraisons pour maintenir sa rente énergétique à un niveau satisfaisant pour poursuivre l'effort de guerre.

Des incertitudes pèsent encore sur l'intérêt réel de la Chine d'accroître significativement la part de la Russie dans son mix énergétique, sachant qu'elle est par ailleurs grandement engagée dans une transition énergétique marginalisant à terme la part des énergies fossiles. Il est par ailleurs difficile de spéculer sur l'étendue des pressions qui pèseront sur des États plus proches de Washington comme l'Inde et la Turquie, qui jouent actuellement un rôle de premier plan dans la préservation de la rente énergétique de la Russie. Enfin, malgré l'unanimité de la condamnation de l'agression russe, un doute raisonnable pèse encore sur la volonté de l'Europe d'éliminer ce qui reste de la part non négligeable des importations russes dans ses approvisionnements et sur l'évolution des rapports de force au sein de l'UE entre les États partageant un point de vue divergeant en la matière. Le brouillard de la guerre n'a pas commencé à se dissiper, mais l'examen de la dimension énergétique de ce conflit laisse croire que son évolution dépendra pour une bonne part du positionnement encore ambigu et potentiellement changeant de puissances régionales désireuses de soutenir leur développement économique en s'approvisionnent en énergie à moindres frais.

Auteur

Yann Breault est professeur adjoint au Collège militaire royal de St-Jean et chercheur associé au GRIP. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université du Québec à Montréal où il a présenté une thèse sur les reconstructions identitaires au sein des États postsoviétiques de Russie, d'Ukraine et du Bélarus. Il a fondé en 2015 l'Observatoire de l'Eurasie (ODE) au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) et rejoint en 2020 le Réseau d'analyse stratégique. Ses recherches portent principalement sur la politique étrangère de la Russie et des États de l'ex-URSS, les enjeux géostratégiques, géoéconomiques de l'Eurasie et les questions identitaires.

Pour citer cette publication

BREAULT Yann, « [La dimension énergétique de la guerre d'Ukraine](#) », *Éclairage du GRIP*, 20 décembre 2023.

Crédit photo de couverture : Bovanenkovo gas field, Kremlin.ru, CC BY 3.0
<<https://creativecommons.org/licenses/by/3.0>>, via Wikimedia Commons

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 473 982 8202 – admi@grip.org – www.grip.org
Twitter : @grip_org - Facebook : GRIP.1979



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

- ¹ MEARSHEIMER John, « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault: The Liberal Delusions That Provoked Putin », *Foreign Affairs*, vol. 93, n° 5, septembre/octobre 2014, p. 77-89.
- ² SNYDER Timothy, « [The War in Ukraine Is a Colonial War](#) », *The New Yorker*, 28 avril 2022.
- ³ On peut mentionner comme exception récente la contribution de Maximilian HESS, *Economic War: Ukraine and the Global Conflict Between Russia and the West*, Oxford University Press, 2023.
- ⁴ SAKWA Richard, « Putin and the Oligarchs: The Khodorkovsky-Yukos Affair », B. Tauris, 2014.
- ⁵ GOLDMAN Marshall I., *Petrostate: Putin, Power, and the New Russia*, Oxford/New York: Oxford University Press, 2010.
- ⁶ SMITH Keith C., « [Security Implications of Russian Energy Policies](#) », *CEPS Policy Brief*, n° 90, janvier 2006.
- ⁷ MYERS Steven Lee, « [Cheney Rebukes Russia on Rights](#) », *The New York Times*, 5 mai 2006.
- ⁸ Règlement (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel et abrogeant le Règlement (CE) n° 1775/2005. Pour une discussion éclairée sur l'impact de ses mesures sur Gazprom voir YAFIMAVA, Katja, [The EU Third Package for Gas and the Gas Target Model: major contentious issues inside and outside the EU](#), Oxford Institute for Energy Studies, avril 2013.
- ⁹ BREAULT Yann, « [La saga du South Stream : un tournant géopolitique pour l'Europe centrale et balkanique](#) », *Note d'analyse d'OSINTPOL*, 12 août 2015.
- ¹⁰ Commission européenne, [Abus de position dominante : la Commission adresse une communication des griefs à Gazprom pour abus de position dominante présumé sur les marchés de l'approvisionnement en gaz en Europe centrale et orientale](#), Communiqué de presse, 22 avril 2015.
- ¹¹ LOCATELLI Catherine, « [Les relations gazières entre l'Union européenne et la Russie : de la coopération à la confrontation](#) », *Questions internationales*, L'Europe post-Brexit, n° 110, décembre 2021.
- ¹² La loi du congrès américain signée en août 2017 constitue le document le plus étoffé pour justifier les mesures adoptées contre la Russie, [Countering America's Adversaries Through Sanctions Act](#), Public Law 115-44.

- ¹³ C'est le cas par exemple pour le pétrole de l'Oural à haute teneur en soufre, destiné aux raffineries de Hongrie, de Slovaquie et de République tchèque qui ont été spécialement conçues pour traiter ce type de pétrole et qui devront être modernisées afin de raffiner du pétrole différent. BALMACEDA Margarita « [Europe is determined to cut fossil fuel ties with Russia, even though getting Hungary on board won't be easy](#) », *The Conversation*, 20 mai 2022.
- ¹⁴ [Joint Statement between the European Commission and the United States on European Energy Security](#), Bruxelles, 25 mars 2022.
- ¹⁵ LEE Julian, « [Russia Loses 90% of Its Key European Oil Market Before Sanctions](#) », *Bloomberg*, 22 novembre 2021.
- ¹⁶ YERMAKOV Vitaly, « [Russian Oil Output Increases in 2022 amid Unprecedented Western Sanctions: What's next?](#) », *Energy Insight*, n° 132, Oxford Institute for Energy Studies, 2023.
- ¹⁷ STOGNEI Anastasia, « [Russia admits 'problems' as energy revenues drop](#) », *Financial Times*, 17 mai 2023.
- ¹⁸ BABINA Tania, HILGENSTOCK Benjamin, ITSKHOKI Oleg, MIRONOV Maxim et RIBAKOVA Elina, « [Assessing the Impact of International Sanctions on Russian Oil Exports](#) », *Ssrn.com*, 23 février 2023.
- ¹⁹ COOPER Charlie, « [Who blew up the North Stream?](#) », *Politico*, 8 mars 2023.
- ²⁰ HARRIS Shane et KURSHUDYAN Isabella, « [Ukrainian military officer coordinated Nord Stream pipeline attack](#) », *The Washington Post*, 11 novembre 2023.
- ²¹ Voir le discours consécutif à l'annexion des quatre régions ukrainiennes, Russia, Official Website of the President, « [Signing of Treaties on Accession of Donetsk and Lugansk People's Republics and Zaporozhye and Kherson Regions to Russia](#) », 30 septembre 2022.
- ²² HUMPERT Malte, « [Norway Supplied Almost Half of German Natural Gas Imports During First Nine Months of 2023](#) », *Hight North News*, 3 octobre 2023.
- ²³ BRENDAN Cole, « [Russia's Gas Production Collapses to Late-Stage USSR Levels](#) », *Newsweek*, 30 septembre 2023.
- ²⁴ VAKULENKO Sergey, « [Can China Compensate Russia's Losses on the European Gas Market?](#) », *Carnegie Politika*, Carnegie Endowment for International Peace, 1^{er} juin 2023.
- ²⁵ ELLIOTT Stuart, « [Most Likely No Russian Gas Transit via Ukraine from 2025: Industry Chief](#) », *S&P Global*, 9 novembre 2023.
- ²⁶ JACK Victor, « [Austria's go-slow effort to kick its Russian energy addiction](#) », *Politico*, 13 avril 2023 ; « [Hungary agrees on option for more Russian gas shipments, oil transit fees](#) », *Reuters*, 11 avril 2023 ; JACK Victor, « [Slovakia asks EU for extra year to kick Russian oil addiction](#) », *Politico*, 20 novembre 2023.
- ²⁷ Le vainqueur des élections législatives d'octobre 2023 en Slovaquie a promis d'aligner sa politique sur celle de la Hongrie, en s'opposant aux sanctions contre la Russie. Voir « [Robert Fico, nouveau Premier ministre de Slovaquie, va gouverner avec l'extrême droite](#) », *Le Monde*, 11 octobre 2023.
- ²⁸ Cette situation ne déplaît pas à la compagnie française Total, qui participe encore avec Novatek à l'exploitation des gisements de la péninsule russe du Yamal. « [France sees no big risk to European gas from sanctions on Russian LNG project](#) », *Reuters*, 9 novembre 2023.
- ²⁹ Le volume des importations en provenance du Turkménistan est plus de trois fois supérieur à ceux de la Russie. ZARETSKAYA Victoria et ALOULOU Faouzi, « [As of 2021, China Imports More Liquefied Natural Gas than Any Other Country](#) », *eia.gov*, Energy Information Administration, 2 mai 2022.
- ³⁰ Sur la base d'une comparaison des deux premiers mois de 2023 avec la même période en 2022. « [Russia Overtakes Saudi Arabia as China's Top Oil Supplier](#) », *Al Jazeera*, 20 mars 2023.
- ³¹ LANDRIN Sophie, « [L'Inde, plaque tournante pour le pétrole russe](#) », *Le Monde*, 28 avril 2023.
- ³² PARASKOVA Tsvetana, « [Russia Finds New Market For Its Fuels In The Middle East](#) », *OilPrice*, 18 avril 2023.
- ³³ BILEN Seda Sezer, « [Will Turkey ever become a Russian gas hub?](#) », *DW*, 22 mars 2023.
- ³⁴ Lors du 15^e sommet des BRICS, il a été annoncé que l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis étaient invités à rejoindre l'organisation. CHIAPPA Claudia, « [6 new countries to join BRICS, including Iran and Saudi Arabia](#) », *Politico*, 24 août 2023.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org .

Devenez donateur : IBAN -BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SECURITE

Avenue des Arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : grip.org